



**11^e Session de la Conférence des Parties à la
Convention sur les zones humides
(Ramsar, Iran, 1971)**

« Les zones humides : lieux de vie et destinations »

Bucarest, Roumanie, 6 au 13 juillet 2012

Point XV de l'ordre du jour

Ramsar COP11 DR5

Projet de résolution XI.5

**Initiatives régionales 2013-2015 dans le cadre de la Convention
de Ramsar**

1. **RAPPELANT** que les initiatives régionales dans le cadre de la Convention de Ramsar sont conçues comme des moyens pratiques de fournir un appui efficace pour une meilleure application des objectifs de la Convention et de son Plan stratégique dans certaines régions géographiques, par la coopération internationale pour des questions d'intérêt commun relatives aux zones humides;
2. **SACHANT** que les *Lignes directrices pour la coopération internationale dans le cadre de la Convention de Ramsar* (Résolution VII.19, 1999) fournissent le cadre approprié pour promouvoir la collaboration internationale entre les Parties contractantes et autres partenaires;
3. **RAPPELANT AUSSI** que, dans la Résolution VIII.30 (2002), les Parties contractantes ont reconnu l'importance des initiatives régionales pour promouvoir les objectifs de la Convention et que la Résolution IX.7 (2005) appuyait à son tour plusieurs initiatives régionales fonctionnant dans le cadre de la Convention en 2006-2008, et reconnaissait que plusieurs autres initiatives avaient le potentiel pour fonctionner dans le cadre de la Convention;
4. **RAPPELANT ÉGALEMENT** que la Résolution X.6 (2008) a adopté des « Directives opérationnelles » pour les initiatives régionales en vue de soutenir l'application de la Convention et que celles-ci servent de référence pour évaluer le fonctionnement des initiatives régionales et leur succès (ayant remplacé les *Orientations pour l'élaboration d'initiatives régionales dans le cadre de la Convention sur les zones humides* annexées à la Résolution VIII.30);
5. **NOTANT** que dans la période 2009-2012, le Comité permanent a examiné et approuvé plusieurs initiatives régionales actives remplissant pleinement les Directives opérationnelles et a noté les progrès substantiels accomplis par de nombreuses initiatives durant ces années-là, d'après leurs rapports annuels soumis au Comité permanent; et
6. **TENANT COMPTE** de l'expérience acquise durant les années de fonctionnement de ces initiatives, qu'il s'agisse de réseaux régionaux ou de Centres régionaux Ramsar (CRR); de

l'application positive des Directives opérationnelles pour sélectionner et soutenir des initiatives régionales fonctionnant dans le cadre de la Convention; et des conclusions tirées de l'examen de leur succès dans une optique stratégique de développement futur des initiatives régionales;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

7. RÉITÈRE l'utilité de la coopération au niveau régional, par l'intermédiaire de réseaux et de centres de formation et de renforcement des capacités, pour fournir un appui réel à une meilleure application des objectifs et méthodes de la Convention.
8. RÉAFFIRME la validité et l'utilisation des Directives opérationnelles pour les initiatives régionales en vue de soutenir l'application de la Convention, adoptées pour 2009-2012 et figurant en annexe à la Résolution X.6, pour la période 2013-2015.
9. DONNE INSTRUCTION à toutes les initiatives approuvées par la Convention de soumettre au Comité permanent des rapports annuels sur leur progrès et leur fonctionnement, et en particulier sur leur succès en matière d'application des Directives opérationnelles, et de communiquer un plan de travail et un plan financier annuels selon le modèle adopté par le Comité permanent.
10. DONNE INSTRUCTION au Comité permanent de continuer d'évaluer sur une base annuelle, d'après les rapports officiels soumis en temps opportun, la mesure dans laquelle les initiatives régionales en vigueur continuent de remplir les normes fixées par les Directives opérationnelles et contribuent activement à l'application de la Convention.
11. DÉCIDE, sachant que de nombreuses initiatives régionales actuelles bénéficient d'un appui de Ramsar et qu'il est probable que les contraintes budgétaires perdureront pendant la prochaine période triennale, en l'absence de tout changement non prévu dans les circonstances, qu'un moratoire temporaire sur les nouvelles initiatives régionales à évaluer pour financement par le budget central de la Convention est mis en place pour la période triennale 2013-2015.
- [12. CONVIENT de réserver un appui financier, dans le poste du budget administratif de la Convention « Soutien aux initiatives régionales », comme indiqué dans la Résolution XI.2 sur les questions financières et budgétaires, qui sera attribué aux initiatives régionales en vigueur pour leurs activités de développement durant la période 2013-2015, à condition que le Comité permanent estime qu'elles remplissent intégralement les Directives opérationnelles.]¹
- [13. DÉCIDE que le taux d'appui financier à chaque initiative pour les années 2013, 2014 et 2015, dans le cadre de ce poste budgétaire, sera déterminé par le Comité permanent lors de ses réunions annuelles, d'après un plan de travail et un plan financier mis à jour, soumis selon le modèle requis, deux mois au plus tard avant les réunions annuelles, et en tenant compte des recommandations spécifiques du sous-groupe sur les finances.]²

¹ Mis entre crochets en attendant les décisions budgétaires de la COP11.

² Mis entre crochets en attendant les décisions budgétaires de la COP11.

14. PRIE TRÈS VIGOUREUSEMENT les initiatives régionales qui reçoivent un appui financier initial du budget administratif d'utiliser cet appui, entre autres, pour chercher d'autres sources de financement durable.
15. RÉAFFIRME, conformément à la Résolution X.6, que l'appui financier aux initiatives régionales consenti par le budget administratif de la Convention n'est, en principe, fourni que pour une période correspondant à l'intervalle entre deux sessions de la COP mais que, si un Centre régional Ramsar continue de remplir les Directives opérationnelles, cet appui peut être prorogé à la discrétion du Comité permanent.
16. ENCOURAGE les Parties contractantes, les organismes intergouvernementaux, les Organisations internationales partenaires, les ONG nationales, les entreprises privées et autres donateurs potentiels à soutenir les initiatives régionales qui sollicitent une aide financière de la Convention de Ramsar en leur apportant des contributions volontaires additionnelles.
17. DONNE INSTRUCTION tant aux Centres régionaux qu'aux réseaux fonctionnant dans le cadre de la Convention de se décrire comme un moyen opérationnel d'apporter un appui à l'application des objectifs de la Convention de Ramsar mais de se présenter au public et à d'autres partenaires sous leur identité propre, indépendante et individuelle, afin d'éviter toute confusion dans l'esprit du public entre ces initiatives et les différents rôles des Autorités administratives Ramsar au niveau national et du Secrétariat Ramsar au niveau international et APPELLE le Secrétariat à soutenir et promouvoir la valeur des Centres régionaux et réseaux et à faciliter leurs efforts dans toute la mesure du possible.
18. PRIE INSTAMMENT les organes de coordination de toutes les initiatives régionales de signer un accord d'hébergement avec leurs organisations ou pays d'accueil afin d'éclaircir leurs responsabilités respectives conformément aux Directives opérationnelles et au paragraphe 12 de l'annexe à la Résolution X.6 qui stipule : « l'organe de coordination ... est responsable devant tous les membres d'une initiative régionale (les Parties contractantes et d'autres membres) et pas seulement devant le pays hôte » et DEMANDE au Secrétariat de faire office de conseiller sur ce point, le cas échéant.
19. DONNE ÉGALEMENT INSTRUCTION aux initiatives régionales de maintenir des contacts et des échanges actifs et réguliers avec le Secrétariat et d'inclure dans leurs plans de travail, en communication avec le Secrétariat et avec leurs organes de gouvernance, la réalisation d'une évaluation indépendante de leur fonctionnement, de leurs résultats, de leurs forces et de leurs faiblesses en faisant référence aux Directives opérationnelles pour les initiatives régionales fonctionnant dans le cadre de la Convention de Ramsar et de faire part des résultats de ces évaluations au Secrétariat et au Comité permanent.
20. SOULIGNE l'importance, pour les initiatives régionales, d'établir leurs propres structures de gouvernance opérationnelle de manière transparente, d'après le mandat écrit décrivant leurs rôles et responsabilités, et de faire en sorte que tous les membres soient dûment représentés dans ces structures.
21. DEMANDE au Groupe de surveillance des activités de CESP de collaborer avec les représentants des Centres régionaux Ramsar en vue de déterminer les besoins de renforcement des capacités du personnel des CRR et de leur donner des conseils dans le but d'optimiser leur fonctionnement.

22. PRIE INSTAMMENT les Parties contractantes reliées au plan géographique à une initiative régionale qui ne l'ont pas encore fait de fournir un appui à cette initiative et de le mentionner dans le cadre de lettres officielles de soutien et d'appui financier, le cas échéant.
23. CHARGE le Comité permanent de préparer un rapport résumé, sur la base de ses évaluations annuelles, analysant le fonctionnement et le succès des initiatives régionales fonctionnant durant la période 2013-2015 pour examen par les Parties contractantes à la 12^e Session de la Conférence des Parties contractantes.